

II. Accélérer la croissance économique

Malgré les revers essuyés par les pays africains, un grand nombre d'entre eux sont bien placés pour se rétablir, à condition que les gouvernements poursuivent les réformes et que la communauté internationale joue son rôle. La croissance significative observée avant la crise économique était en partie due à un environnement extérieur favorable, dont des prix élevés, des conditions commerciales propices, un flux de capitaux privés accru. En outre, des politiques économiques saines et une macroéconomie améliorée ont également joué un rôle important. L'environnement politique en Afrique demeure largement favorable et propice à une croissance robuste sous réserve que l'économie mondiale se rétablisse et que des ressources externes soient disponibles.

Les sources de croissance potentielle sur le continent comprennent l'exploitation des ressources naturelles, l'agriculture, le tourisme et la production de biens. Toutefois, il faudra relever d'importants défis. Des insuffisances considérables au niveau des infrastructures continuent de freiner la productivité et la compétitivité de la plupart des pays africains, tandis que des améliorations dans la gouvernance, la transparence et la gestion du secteur public sont nécessaires afin de gagner la confiance du public et d'attirer des investissements domestiques et étrangers. Dans de nombreux cas également, les femmes sont privées des opportunités d'emploi, et les systèmes éducatifs ne dotent pas les étudiants des compétences nécessaires dans une économie mondiale compétitive.

En matière d'accélération de la croissance économique, les politiques que les gouvernements africains mettent en place seront décisives, mais le soutien de partenaires bilatéraux et multilatéraux ainsi que celui du secteur privé seront également essentiels. Ce soutien doit par ailleurs aller au-delà de l'aide au développement, afin que l'investissement du secteur privé et le commerce régional et international deviennent des facteurs clés favorisant et soutenant la croissance africaine.

1. Infrastructures



Compte tenu du besoin gigantesque d'infrastructures en Afrique, toutes les parties concernées doivent s'efforcer d'apporter un soutien efficace et un ordre de priorité précis par région reste indispensable.

À l'heure actuelle, le Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA) met en place un plan d'activités commerciales stratégiques visant à confier la coordination au sein des partenaires à des groupes de travail sectoriels, en attendant que le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) de l'Union africaine (UA) et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) soient finalisés.

État de l'aide japonaise - Avril 2008 - Mars 2010 (provisoire)

L'objectif du Japon est de garder un contact étroit avec la communauté internationale et le secteur privé afin de faciliter l'allocation des ressources stratégiques à chaque région. Le Japon a enregistré des progrès considérables dans le secteur des infrastructures, les objectifs chiffrés des dons et de l'assistance technique figurant dans le PAY ayant d'ores et déjà été atteints (117%) et les engagements de prêts en yens concernant des projets d'infrastructures se chiffrent à près de 1,5 milliard de dollars. Toutefois, une aide accrue est nécessaire au niveau de chaque sous-secteur, notamment celui de l'irrigation. Le Japon continuera à contribuer à ce secteur au-delà des cibles du PAY.

Montant total des engagements de l'APD dans des projets du secteur des infrastructures (Avril 2008-Mars 2010)

(100 millions de yens)

	Transport	Électricité	Eau	Irrigation
Prêt en yens	294,54	1 046,25	225,00	0
Dons et coop. tech.	318,43	113,62	280,42	92,98

*Les chiffres détaillés sont consultables sur le site Internet suivant : <http://www.mofa.go.jp/region/africa/ticad/ticadfollow-up/report/index.html>

1. Infrastructures

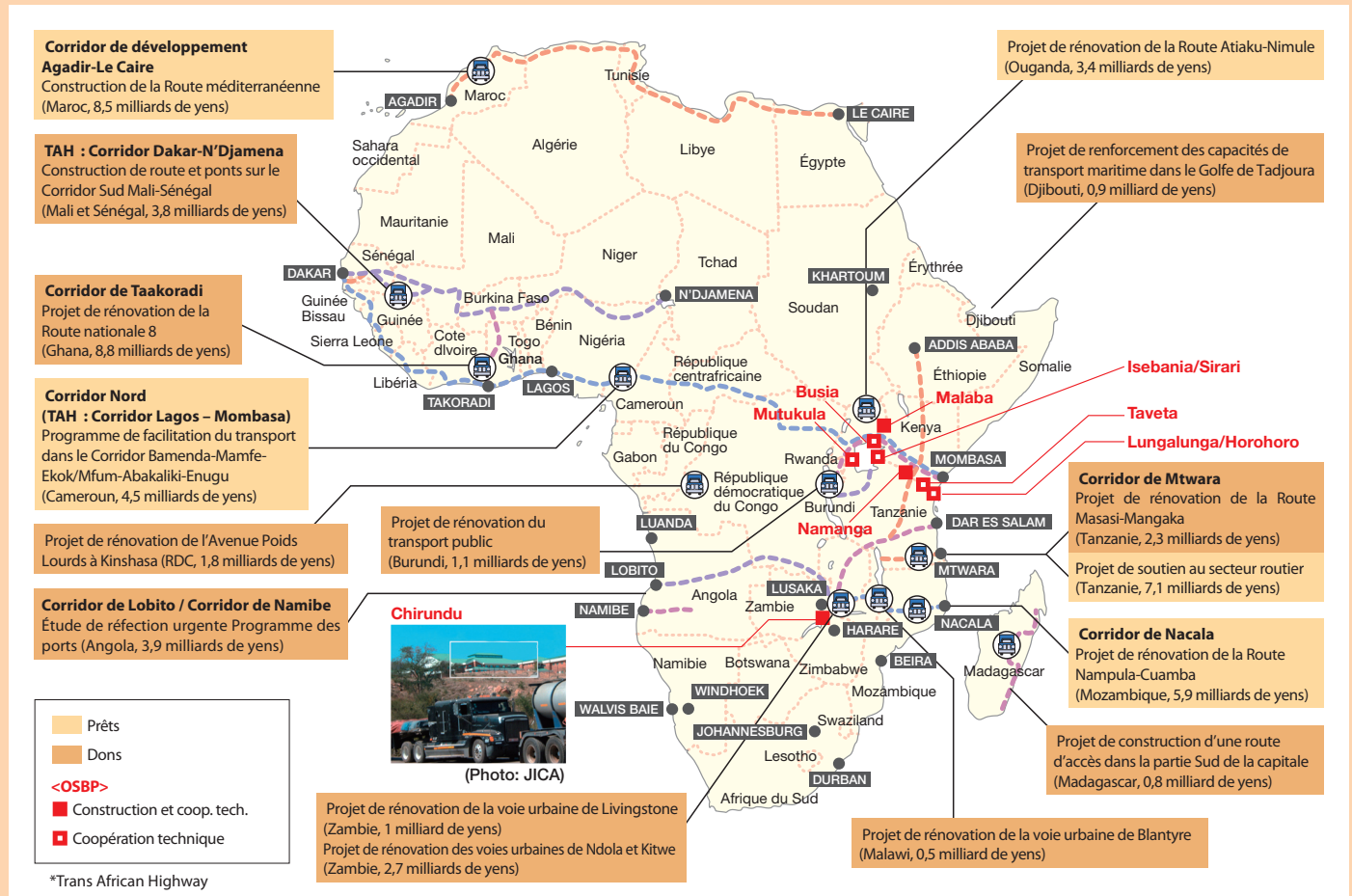
Infrastructures régionales de transport

Le Japon va concentrer son appui financier et technique sur des couloirs de transport ciblés dans chaque région, en privilégiant avant tout les routes, mais sans toutefois oublier les ports, les ponts, le transport urbain et les chemins de fer.

Eu égard à l'établissement de quatorze « postes uniques de frontière » (OSBP) en vue de faciliter la fluidité et l'efficacité des

procédures de passage des frontières, le soutien à huit postes est désormais terminé, tandis que six autres sont actuellement programmés. Des séminaires destinés aux cadres de l'administration des recettes et de l'administration douanière de pays africains ont également été organisés en collaboration avec l'Organisation mondiale des douanes (OMD).

Coopération japonaise liée aux infrastructures régionales de transport



Participation des institutions régionales et partenariats public-privé

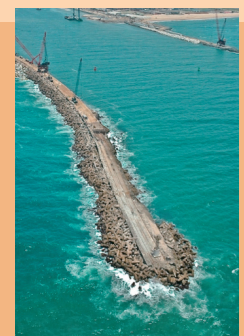
La JICA envoie actuellement du personnel auprès des Secrétariats du NEPAD et de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC). Toutefois, sachant que le rôle des Communautés économiques régionales (REC) prend de l'ampleur, notamment dans le secteur des infrastructures, il serait souhaitable de renforcer davantage les futurs partenariats.

L'utilisation des « Autres apports du secteur public » (AASP) progresse dans le secteur des infrastructures en vue de promouvoir les partenariats public-privé qui facilitent les activités commerciales. (Voir le Tableau)

(Pour en savoir plus sur les partenariats publics-privés, voir les sections « I. Aperçu » et « II. 2. Commerce, Investissement et Tourisme »)

● Expansion du Port de Durban: (signé le 26 mars 2009)

Le prêt de 35 milliards de yens a été cofinancé par trois banques commerciales japonaises, la JBIC apportant également une garantie pour la tranche de leur cofinancement. Ce prêt finance les activités qui seront entreprises par Transnet, une société de transport ferré de fret, de ports et d'oléoducs appartenant entièrement à l'État sud-africain, y compris l'élargissement du chenal d'accès et l'approfondissement du Port de Durban.



(Photo: Transnet)

● Transport d'électricité en Afrique du Sud: (signé le 9 juillet 2008)

Le prêt de 7,5 milliards de yens a été cofinancé par six banques commerciales japonaises, la JBIC apportant également une garantie pour la tranche de leur cofinancement. Ce prêt finance les projets de transport d'électricité du réseau Nord d'ESKOM, qui vise à renforcer et à élargir le réseau de transport en place afin de favoriser la croissance au sein de la Province de Limpopo en Afrique du Sud.

Infrastructures régionales d'électricité

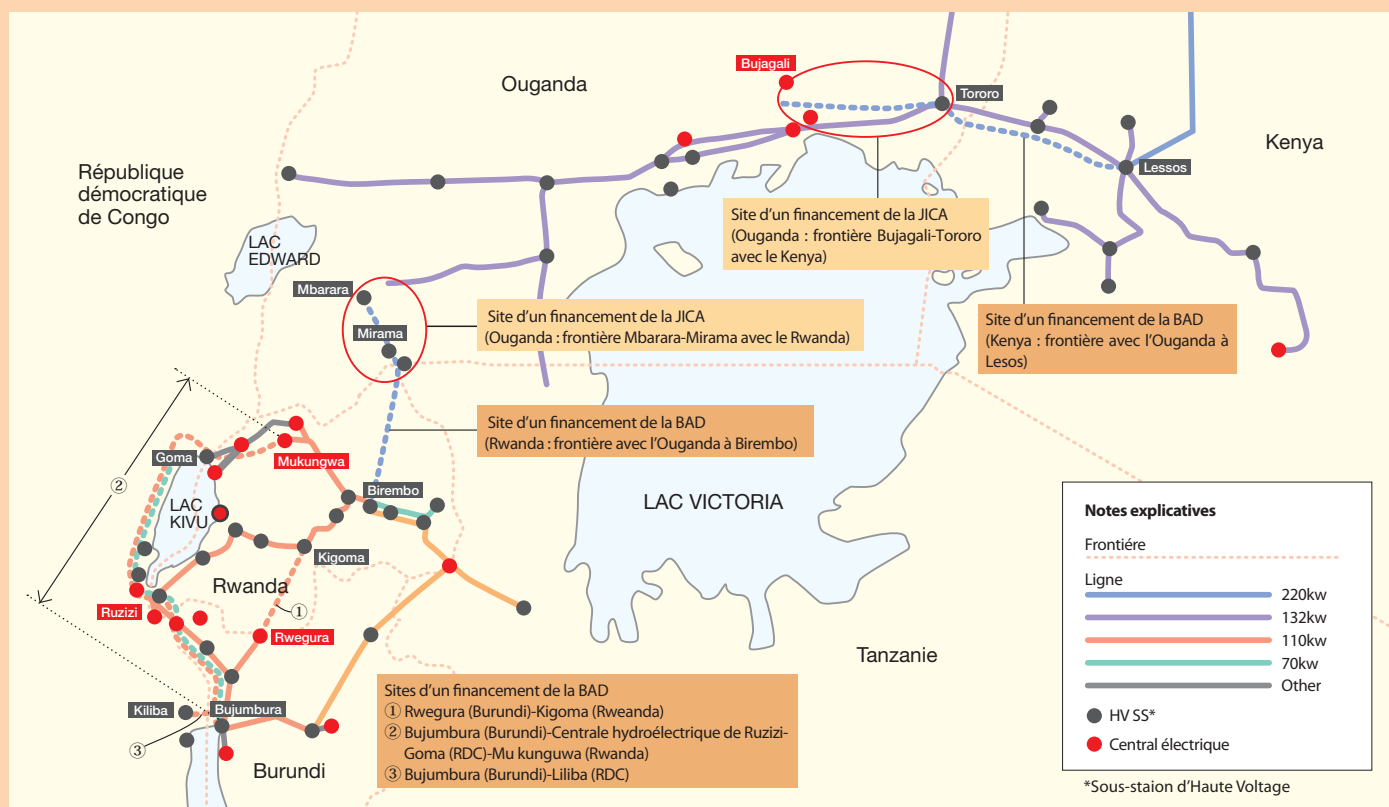
Des études sont en cours pour soutenir plus efficacement les infrastructures régionales d'électricité, en collaboration avec d'autres partenaires, en fonction des circonstances des échanges d'énergie électrique existant dans chaque région.

Quelques exemples récents illustrant le soutien du Japon

● Lignes de transport international d'électricité à grande échelle pour un échange d'énergie électrique:

Projet d'interconnexion des réseaux électriques des Pays des Lacs Équatoriaux du Nil

Un prêt de 5,41 milliards de yens (soit 52,6 millions de dollars) a été octroyé à l'Ouganda en mars 2010 pour l'installation d'un réseau de transport d'électricité entre 5 pays du Bassin du Nil (Ouganda, Kenya, Rwanda, Burundi et RDC) dans le cadre d'un cofinancement avec la BAD.



● Électrification locale:

Projet de rénovation urgente du système d'alimentation en électricité de Freetown

Un don de 1,651 milliards de yens (soit 16,1 millions de dollars) a été octroyé à la Sierra Leone en mai 2008 pour l'installation d'une centrale électrique de 10 MW dans la capitale qui souffre d'une grave pénurie d'électricité à la suite de troubles internes.



(Photo: JICA)

Efforts menés par les autres partenaires de la TICAD

La Banque mondiale a publié en novembre 2009 un rapport sur l'état des infrastructures dans les pays africains intitulé « Infrastructures africaines : Temps pour la transformation ». Ce document indique qu'un déficit de financement annuel de 31 milliards de dollars subsistera, même si 17 milliards de dollars supplémentaires sont mobilisés chaque année en améliorant l'efficacité du mode de dépense actuel.

Les prêts de la BIRD et de l'AID aux infrastructures en 2009 se sont

chiffrés à 3,6 milliards de dollars pour l'Afrique subsaharienne et à 1 milliard de dollars pour l'Afrique du Nord, tandis que la SFI a fourni une aide à hauteur de 219 millions de dollars en faveur des investissements du secteur privé. En reconnaissance de l'importance des infrastructures régionales, l'aide pour des couloirs de transport régional, des échanges d'énergie électrique, des liens aux réseaux fédérateurs des TIC a été rehaussée. Comme prévu, la BM continuera à augmenter ses prêts pour les infrastructures.

2. Commerce, Investissement et Tourisme

(1) Commerce et investissement

✈ Tendances en matière de commerce et d'investissement entre le Japon et l'Afrique

Le total des échanges commerciaux entre le Japon et l'ensemble de l'Afrique a diminué de 46% en 2009 par rapport à 2008. Malgré la baisse du montant de l'investissement direct japonais de janvier à septembre 2009 par rapport à la même période en 2008, des entreprises japonaises ont néanmoins réussi à entreprendre des activités commerciales portant sur des projets de construction et d'installation, notamment en Égypte, en Algérie et en Afrique du Sud. Des progrès ont également été enregistrés dans le domaines des accords d'investissement bilatéraux : des négociations en

bonne et due forme avec l'Angola ont débuté, et des préparatifs en vue d'accords avec plusieurs autres pays sont en cours.

Il importe que les secteurs privé et public japonais et africains poursuivent de concert leurs efforts, tels que ceux exposés dans les paragraphes ci-après, afin d'obtenir des résultats tangibles en vue d'atteindre l'objectif de doubler l'investissement direct japonais en Afrique d'ici 2012 (voir p.5 pour l'état de l'investissement jusqu'en 2008).

✈ Soutien à la capacité africaine de faire des affaires

Les pays africains s'efforcent d'améliorer leur environnement des affaires. Selon l'édition 2010 du rapport de la Banque mondiale Doing Business, dix-huit pays africains ont amélioré leur classement par rapport à celui de 2009. Le plus remarquable est le Rwanda qui, de la 143ème place, s'est hissé à la 67ème et a réalisé la

meilleure performance en Afrique. Les partenaires de la TICAD mettent actuellement en place diverses mesures destinées à rendre l'environnement africain du commerce et de l'investissement plus propice aux affaires.

Quelques exemples de l'aide japonaise destinée à améliorer l'environnement des affaires en Afrique

Promotion du commerce

● JICA: Programme "Kaizen"

"Kaizen" se réfère à une philosophie et à des pratiques visant à rechercher l'amélioration permanente mises en place de manière intégrée dans nombre d'entreprises japonaises. Suite aux deux projets Kaizen menés en Égypte et en Tunisie, la JICA a lancé en 2009 un nouveau projet en Éthiopie, suite à une série de dialogues de haut niveau sur les politiques de développement industriel avec le gouvernement éthiopien sous la direction du Premier ministre, M. Meles Zenawi.

● JETRO: ACCÈS JAPON! (Mécanisme permettant l'accès des produits africains sur le marché japonais)

Le JETRO aide les produits africains à avoir accès au marché japonais grâce à l'envoi d'experts, l'organisation de séminaires et expositions en différents endroits. Le Projet « Un village, un produit » mis en place dans les aéroports de Narita et du Kansai est une autre composante de ce mécanisme. Actuellement, six projets sont en cours pour améliorer des produits africains à haut potentiel tels que cacao, thé, paniers etc., à la suite des quatre premiers produits lancés avec succès dans six pays en 2008. (voir ci-dessous)

Épices mélangées de Tanzanie



(Photo: Baraka Co., Ltd.)

Confiture et Tisane du Kenya



(Photo: Fair Trade Company)

Promotion de l'investissement

● JICA: Programme du triangle de l'espoir (TOH) en Zambie

Douze recommandations concrètes en matière de politiques et un plan d'action pour la création d'un environnement favorable à l'investissement en Zambie ont été formulés avec l'aide d'un consultant



(Photo: JICA)

malaisien invité par la JICA. Ce projet met en avant le renforcement des capacités de l'Agence zambienne du développement (ZDA) afin de lui permettre de mieux mener ses activités de promotion de l'investissement. Ainsi, une entreprise de téléphonie mobile a été créée en 2009 en Zambie dans le cadre d'un partenariat avec une société malaisienne.

Volonté et intégrité politiques

ESPOIR

Efficacité et intégrité de la fonction publique

Dynamisme et intégrité du secteur privé

● JIBC/CNUCED:

recommandations en matière de politiques au Nigéria

Le Blue Book a été préparé conjointement par la JIBC et la CNUCED afin d'encourager l'investissement direct des entreprises japonaises au Nigéria. Il comprend, outre l'amélioration des procédures et une zone économique polyvalente pilote, un plan d'action efficace et réaliste en quinze mesures à court terme.



● NEPAD-OCDE: Initiative en faveur de l'investissement en Afrique

Cette Initiative financée par le Japon et qui a pour objectif d'apporter un soutien à l'amélioration des capacités africaines en vue de renforcer l'environnement de l'investissement en faveur de la croissance et du développement, joue un rôle de modérateur du dialogue sur la politique d'investissement à l'échelle régionale.

Développement du secteur privé

● Mécanisme pour le renforcement de l'assistance au secteur privé renforcé (EPSA) en Afrique

L'EPSA est une l'initiative conjointe du gouvernement japonais et de la BAD lancée en 2005 en vue de mettre en œuvre une aide intégrée au secteur privé en Afrique. Dans le cadre de son engagement à accorder des prêts en yens à hauteur d'un milliard de dollars à partir de 2005, 32,1 milliards de yens (équivalents à 300 millions de dollars) ont été octroyés en septembre 2008. En outre, le Fonds d'aide au secteur privé africain (FAPA) a été créé à la BAD sous forme de fonds fiduciaire visant à apporter une assistance technique au développement des PME, au renforcement des capacités des organismes financiers et au renforcement de la gouvernance dans le secteur public.



✈ Appui public aux entreprises japonaises (partenariat public-privé)

Le gouvernement japonais élargit son programme de « Partenariat public-privé pour accélérer la croissance économique ». Outre la diffusion proactive des informations par divers moyens, dont séminaires et colloques, il renforce les mesures destinées à encourager l'utilisation des sources publiques de financement telles que l'APD pour faciliter les activités commerciales menées par des entreprises japonaises.

En 2009, une mission conjointe de prospection touristique de haut niveau a été envoyée au Rwanda avant la tenue du Cinquième Forum d'Affaires Afrique-Asie (AABF V). Par ailleurs, plusieurs missions public-privé ont été dépêchées afin de promouvoir le commerce et l'investissement dans divers secteurs. Au moins quinze missions de ce type ont été effectuées entre janvier 2009 et mars 2010, y compris le Voyage d'étude en Afrique australe de janvier 2010, destiné à explorer les modalités de collaboration entre les secteurs public et privé. En décembre 2008 et novembre

2009, des colloques organisés par le gouvernement japonais sur la promotion du commerce et de l'investissement ont offert aux entreprises japonaises l'occasion de s'informer sur l'environnement du commerce et de l'investissement dans treize pays africains.

En 2009, le gouvernement japonais a lancé son soutien public à la promotion d'activités commerciales dites « base de la pyramide » (BOP), activités durables qui ciblent les franges les plus pauvres de la société et contribuent à apporter une solution aux questions relevant du social et du développement. Des mécanismes de soutien afférents, qui fonctionnent de manière similaire aux programmes en cours, à l'instar du Programme « Encourager les entreprises viables » (GSB) du PNUD, ont été conçus par la JICA et le JETRO. Ce qui devrait contribuer à diversifier davantage les partenariats public-privé en Afrique.

(Pour en savoir plus sur les prêts de la JBIC, voir également p.6 et p.8)

(2) Promotion du tourisme

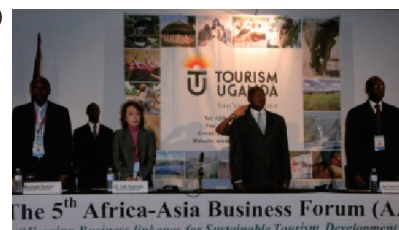
La Commission de l'Union Africaine travaille à l'élaboration d'une politique intégrée de tourisme pour le continent fondée sur le Plan d'action touristique pour l'UA / NEPAD adopté en 2004. Dans la perspective de la Coupe du monde 2010 de la FIFA en Afrique du Sud, le cinquième Forum d'Affaires Afrique-Asie (AABF V) axé sur le tourisme a été organisé en Ouganda en juin 2009 par les Co-organisateur avec l'ONUDI et l'OMT.

L'AABF V en Ouganda

349 représentants de 35 pays issus des secteurs public et privé ainsi que de la société civile et des organisations internationales ; signature de Protocoles d'accord (MoUs) et d'accords de partenariat pour un montant de 245 millions de dollars. Le Forum a été sanctionné par les conclusions du Président qui contiennent des recommandations sur les actions à entreprendre, dont :

- (i) une approche holistique en matière de partenariats public-privé ;
- (ii) une stratégie de marketing ciblée fondée sur une analyse des tendances et profils,
- (iii) un tourisme durable préservant l'environnement et bénéficiant aux tranches les plus pauvres de la société ;
- (iv) des campagnes stratégiques de relations publiques visant à améliorer l'image de l'Afrique ;
- (v) une exploitation efficace des diverses mesures de soutien offertes par les partenaires de la TICAD.

(Photo: MOFA)



Le Président de l'Ouganda et le Secrétaire d'Etat japonais aux Affaires étrangères étaient présents à l'ouverture.

(Photo: JATA)

Le nombre total de voyageurs japonais diminue dans le monde entier depuis 2007. Dans ce contexte, toutes les parties concernées au Japon et en Afrique devront fournir des efforts supplémentaires



pour que l'Afrique attire davantage de touristes japonais. En application des recommandations mentionnées ci-dessus, les mesures suivantes ont été prises :

- Aménagement d'une « Zone Afrique » à la JATA de Septembre 2009 à Tokyo dans le cadre d'un soutien à l'exposition et organisation d'un séminaire sur la promotion du tourisme africain ciblant la filière japonaise.
- Préparation, sur financement japonais, d'étude en langues japonaise et anglaise, par le PNUD et l'OMI, offrant une vue

d'ensemble du Tourisme en Afrique du point de vue des marchés asiatique et japonais.

- Envoi d'une délégation de la JATA en Afrique australe en février 2010 en vue d'y examiner les infrastructures de tourisme.
- Appui de la JICA au tourisme dans plusieurs pays africains et préparation des mesures supplémentaires de coopération. Réalisation en cours du programme de formation de la JICA, qui prévoit de multiplier par dix le personnel lié au tourisme.
- Élargissement de l'appui du Groupe Banque mondiale au tourisme. Lancement en 2009 des travaux sur une stratégie pour le tourisme régional ; et mise à disposition de financements pour de nouveaux projets comportant des composantes touristiques importantes.
- Renforcement par l'UNWTO du partenariat public-privé et mobilisation des ressources pour l'initiative régionale pour l'Afrique lancée par le Bénin.

3. Agriculture et développement rural

La TICAD IV qui, au moment où la communauté internationale était préoccupée par les conséquences de la hausse vertigineuse des produits alimentaires, a demandé à celle-ci d'y apporter une réponse appropriée. Le Japon a déployé tous ses efforts afin de contribuer à la mise en place d'une réponse coordonnée d'envergure mondiale à la crise alimentaire ainsi qu'un cadre international permettant de s'attaquer à l'insécurité alimentaire sur le moyen et long terme. Ces efforts ont débouché sur la « Déclaration des dirigeants du G8 sur la sécurité alimentaire mondiale » lors du Sommet du G8 de Toyako-Hokkaido. Le Japon a également œuvré, de concert avec les organisations internationales, en vue de recenser les principes et bonnes pratiques susceptibles de promouvoir de manière responsable les investissements internationaux dans le domaine de l'agriculture. La TICAD continuera à promouvoir les mesures visant la sécurité alimentaire en Afrique, ayant à l'esprit les OMD 1 et 7, et le fait que la majeure partie de l'agriculture africaine, abreuvée par l'eau de pluie, est sensible aux effets du changement climatique, tels que les sécheresses et les inondations accrues.

Sur le continent africain, l'Union africaine (UA) s'est engagée résolument à améliorer la productivité agricole et la sécurité alimentaire. Les chefs d'État, qui se sont réunis en juillet 2009, ont réaffirmé cet engagement de l'UA pour le développement agricole. Par le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PPDAA), les pays africains ont mis au point des stratégies agricoles complètes et augmenté l'investissement dans l'agriculture. Pour l'heure, douze pays ont signé des accords dans le cadre du PPDAA, tandis que douze autres devraient en signer dans les mois à venir. Au niveau régional, la CEDEAO a signé un accord régional ; le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) en signera un d'ici à la mi-2010 et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a engagé le processus. Les accords associés au PPDAA sont axés sur les résultats. L'examen des programmes d'investissement et de dépenses qui sont conçus à la suite de ces allors se concentre sur la portée, les priorités, la conception du programme, les capacités d'exécution ainsi que le suivi et l'évaluation. Une fois les plans finalisés, les partenaires se mettront d'accord pour combler les budgets manquants.



Etat de l'aide alimentaire japonaise – Avril 2008 - Mars 2010 (provisoire)

Bien que la mise en œuvre des objectifs du PAY en termes de dons et de coopération technique progresse de manière satisfaisante (réalisés à 79%), il convient néanmoins d'encourager les projets d'irrigation dans le cadre de dons et de prêts en yens. Il y a lieu de privilégier davantage l'appui à l'accès au marché et l'amélioration de la compétitivité agricole, notamment par le biais du renforcement des capacités des leaders agricoles. Le Japon a par

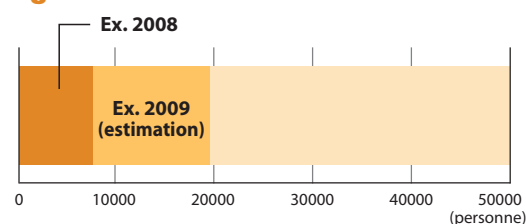
ailleurs mis 100 millions de dollars à la disposition de la Banque mondiale à travers deux fonds fiduciaires afin de soutenir les organisations de producteurs et l'initiative de la Coalition pour le développement du riz africain (CARD), y compris les travaux de recherche au sein du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (GCRAI).

Montant total de l'APD dans le secteur agricole (avril 2008-mars 2010)

(100 million yen)

	Irrigation	Rendement agricole	Autres*
Prêts	0	—	—
Dons et coop. tech.	92,98	64,81	49,29

Progrès du renforcement des capacités pour 50 000 leaders agricoles



* Développement de la pêche et des moyens de subsistance, planification du développement agricole, etc.

** Les données détaillées sont consultables sur le site Internet suivant : <http://www.mofa.go.jp/region/africa/ticad/ticadfollow-up/report/index.html>



Aide alimentaire japonaise

L'aide alimentaire japonaise fournie dans le sillage de la TICAD IV jusqu'en mars 2010 s'est chiffrée à environ 600 millions de dollars et a nettement dépassé les mesures d'aide alimentaire d'urgence annoncées lors de la TICAD IV, par laquelle 100 millions de dollars devaient être fournis de mai à juillet 2008.

Pays ayant reçu une aide alimentaire du Japon après la TICAD IV



Gestion durable des ressources en eau et occupation des sols

Dans le cadre des efforts conjoints menés par les partenaires de la TICAD en vue d'accroître de 20% la superficie des terres irriguées au cours des cinq prochaines années, le Japon a l'intention de construire et d'améliorer les installations d'irrigation et de développer les capacités d'irrigation des pays africains sur 100 000 hectares. Des engagements pour des projets couvrant 30 000 hectares ont été pris d'ici à la fin de mars 2010. La JICA, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et d'autres institutions financières collaborent étroitement à la formulation des projets qui seront mis en œuvre dès que possible.

Les prêts de l'AID du Groupe Banque mondiale en faveur de l'agriculture ont atteint 1,5 milliard de dollars durant l'exercice 2009, dépassant son objectif de 1 milliard de dollars par an. La SFI a élargi son soutien à l'agrobusiness, moyennant des engagements de 74 millions de dollars en 2009. La Banque mondiale a mis en place un nouveau fonds fiduciaire multidonateurs afin d'appuyer le processus du PPDA, les accords signés représentant une contribution totale garantie de 32 millions de dollars. Elle gère également quatre nouveaux fonds fiduciaires multidonateurs totalisant 200 millions de dollars destinés à soutenir des approches régionales de la productivité agricole.

La Coalition pour le développement du riz africain (CARD)

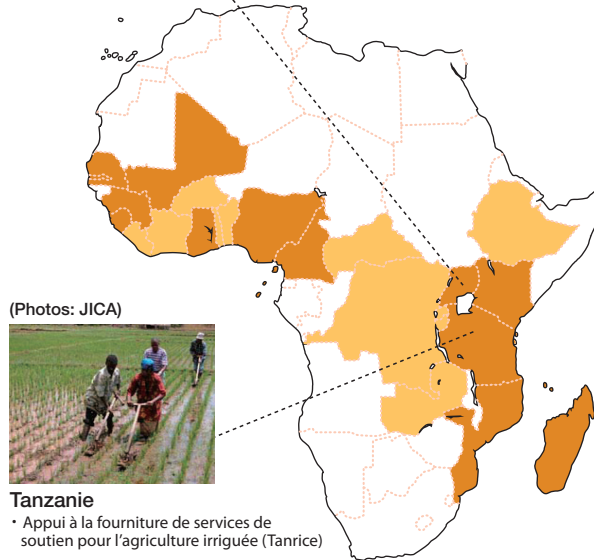
Un groupe initial de douze pays, suivi d'un second groupe de onze, ont été sélectionnés. Le premier groupe a présenté des Stratégies nationales de développement rizicole (NRDS) lors de la seconde Assemblée générale de la CARD à Tokyo en juin 2009. Ces stratégies ont servi de base à une série de mesures d'appui de la part des partenaires au développement. Des séminaires d'orientation sur la CARD ont été organisés de décembre 2009 à janvier 2010 et un soutien a été apporté à la formulation des NRDS.

Pays participants à la CARD et exemples de soutien de la JICA en cours



Ouganda

- Projet de promotion du riz NERICA
- Assistance technique au projet de développement d'une agriculture irriguée durable



Tanzanie

- Appui à la fourniture de services de soutien pour l'agriculture irriguée (Tanrice)

1er Groupe Cameroun / Ghana / Guinée / Kenya / Mali / Mozambique / Nigeria / Sénégal / Sierra Leone / Tanzanie / Ouganda / Madagascar

2e Groupe Gambie / du Ivoire de Libéria / Côte / Bourkina / Togo / Bénin / Central Afrique / DRC / Rwanda / Ethiopie / Zambie

CARD (Coalition pour le développement du riz africain)

Il s'agit d'un groupe consultatif de partenaires au développement, comprenant également des établissements de recherche, qui travaille en collaboration avec les pays africains producteurs de riz, dans l'objectif de doubler la production de riz en Afrique subsaharienne, actuellement de 14 millions de tonnes/an à 28 millions de tonnes/an d'ici à 2018. Les mesures d'appui de la part des partenaires couvriront l'amélioration génétique, la sélection de variétés améliorées, dont le NERICA, l'amélioration des techniques culturales, le recours accru aux intrants, la transformation après récolte, la commercialisation, le renforcement des capacités et des aspects de la coopération Sud-Sud.